

DROIT ADMINISTRATIF - Licence 2

Séance n°7

Notion, création, mode de gestion

I) Adeptes du cyclotourisme depuis très longtemps, CLAIRE et ILANA effectuent chaque été de longs périples à vélo et campent au fur et à mesure de leurs étapes. Lors de leur dernier voyage, elles ont eu la déception de constater qu'elles ne pourraient pas traverser le fleuve MARTIAL, le bac pour piétons et cyclistes ayant été supprimé en mai 2022 par le département.

Au-delà même du détour épuisant de plusieurs kilomètres pour atteindre le pont suivant, le couple de cyclotouristes ne décolère pas et fait de cette fermeture une affaire de principe. Pour CLAIRE qui a quelques restes de ses cours de droit administratif de licence : « Il ne faut pas se laisser faire... Le département n'avait déjà pas le droit de créer un service public, mais maintenant qu'il l'a fait, il ne peut pas le supprimer comme ça! », s'écrie CLAIRE. Vous discuterez ce propos. (10 points)

II) CLAIRE et ILANA décident finalement de retourner dans leur petite ville de Lézignan-Corbières pour assister au festival annuel de Gaujac organisé par la commune depuis 5 ans pour redynamiser son territoire et développer le tourisme. La gestion en a été confiée à une association dont l'objet statuaire réside exclusivement dans l'organisation et la programmation du festival. La commune verse à l'association des subventions qui constituent la majorité de ses ressources financières et lui prête, à titre gratuit, des locaux pour organiser les concerts ainsi qu'un espace extérieur pour l'installation du camping. Elle exerce également un contrôle sur l'association puisqu'elle désigne deux tiers des membres de son conseil d'administration. Enfin, la commune impose à l'association les artistes qui composent la programmation du festival.

CLAIRE ET ILANA ont toutes les raisons de croire que, cette année, le festival sera vraiment fantastique. En début d'année, le conseil municipal, estimant qu'il n'avait pas à respecter les règles de la commande publique, a en effet alloué une subvention de 8 millions d'euros à l'association. Qu'en pensez-vous ? (10 points)

[illegible]

 100% (33)

CE, 19 mai 2006, Syndicat national des... 5

Le Syndicat national des... a demandé au Conseil d'Etat de faire annuler la décision de la Commission de l'égalité de territoire (CET) qui avait refusé de reconnaître son statut de syndicat d'initiative.

Le Conseil d'Etat a rejeté la requête. Il a jugé que la CET avait eu raison de ne pas reconnaître le statut de syndicat d'initiative au Syndicat national des... car celui-ci ne remplissait pas les conditions légales.

CE, 19 mai 2006
, Syndicat
national des...

Droit administratif L

👍 100% (1)

Devoir séance 7 4

Le devoir de la séance 7 porte sur les principes de la République.

Il s'agit de répondre à des questions sur les principes de la République, tels que la laïcité, la liberté, l'égalité, etc.

Devoir séance 7
admin

Droit administratif L

👍 100% (1)

CAS Pratique DROIT REEL 37

CAS Pratique DROIT REEL

CAS Pratique
DROIT REEL

Droits réels

👍 100% (1)

CAS 1 - CAS 1 3

CAS 1 - CAS 1

CAS 1 - CAS 1

Droits réels

👍 100% (1)

CAS 2 - cas 2 3

CAS 2 - cas 2

CAS 2 - cas 2

Droits réels

👍 100% (1)

SdT droit pénal 78

SdT droit pénal

SdT droit pénal

Droit pénal général

👍 100% (33)